

# REVUE DE PRESSE

service communication

---

## Paris-Normandie

### AGENDA

Publié le 3/02/25

---

#### Le Petit-Quevilly

##### **Exposition : De la naissance au vivant**

Plongez dans l'univers fascinant de la naissance et du vivant à travers l'exposition, où l'art devient le miroir de la vie. Jusqu'au 22 février à la médiathèque François-Truffaut. Tout public. Entrée libre.

Publié le 2/02/25

---

#### Le Petit-Quevilly

##### **Foire à tout intérieure**

Foire à tout intérieure le week-end du 15 et 16 février de 9 h à 17 h 30 salle des fêtes « L'Astrolabe ». Inscriptions exposants aujourd'hui de 10 h à 14 h à l'association d'assistantes maternelles « Les Fripouilles », 3 rue Pasteur - 76140 Le Petit Quevilly. Tarifs, infos : 06 16 79 09 04. Restauration rapide. Parking. Entrée gratuite pour les visiteurs.

Publié le 01/02/25

---

#### Le Petit-Quevilly

##### **Foire à tout intérieure**

Foire à tout intérieure le week-end du 15 et 16 février de 9 h à 17 h 30 salle des fêtes « L'Astrolabe ». Inscriptions exposants : aujourd'hui et le 02 février de 10 h à 14 h à l'association d'assistantes maternelles « Les Fripouilles », 3 rue Pasteur - 76140 Le Petit-Quevilly. Tarifs, infos : 06 16 79 09 04. Restauration rapide. Parking. Entrée gratuite pour les visiteurs.

##### **Relaxation musicale**

À 13 h 30 à la médiathèque, rencontres avec Sandrine Décure et Stéphane Poupardin, professeurs à l'EMMDT. Moment de détente avec la musique d'Erik Satie. Entrée libre. Tout public.

##### **Atelier : découverte du maestro**

Sur deux compositions d'Érik Satie, le maestro propose des arrangements musicaux originaux avec lesquels vous

allez pouvoir jouer en les modelant à votre idée. Nul besoin d'être musicien, vous pouvez venir composer seul, à deux ou même à cinq joueurs. Avec Vincent Rouyer, musicologue de 10 h 30 à 12 h 30 à la médiathèque. Tout public. Entrée libre.

## Paris-Normandie

### Football – National : QRM, encore battu à domicile, marque le pas et rentre dans le rang

De nouveau battu à domicile par Boulogne-sur-Mer (0-1) ce samedi 1er février 2025, QRM marque le pas et connaît des semaines plus compliquées après une fin d'année 2024 qui annonçait pourtant de belles choses.



*Par Victorien Lenud*

Publié: 1 Février 2025 à 21h15

Alors que des ambitions un peu plus élevées avaient commencé à poindre lors des dernières semaines de 2024, et que la première sortie de l'année 2025 s'était inscrite dans la même lignée (victoire face à Versailles), la courbe de forme de Quevilly Rouen Métropole a fini par retomber à mesure que le mois de janvier avançait.

Le premier jour de février, ce samedi, n'a pas changé la donne : la formation quevillaise, qui pouvait malgré tout revenir à quatre points du podium, a perdu pour la troisième fois d'affilée au stade Diochon (Angers, Villefranche, USBCO), face à Boulogne-sur-Mer (0-1), solide deuxième du championnat. Après avoir aligné 7 victoires en 8 matches (Coupe et championnat compris), elle vient d'enchaîner trois défaites au cours des quatre dernières rencontres. Ce qui s'est logiquement traduit par une descente au classement (13e place).

#### Jarju aurait pu tout débloquer

Le principal défaut de l'équipe de David Carré, c'est qu'elle souffle le chaud et le froid d'une semaine sur l'autre. Contre l'USBCO, elle s'est montrée fade et sans idée alors qu'une semaine plus tôt, elle avait probablement réalisé l'une de ses meilleures prestations de la saison sur le terrain de Dijon (3-3).

[En manque de confiance et en quête de temps de jeu](#), Jarju s'était pourtant vu offrir une belle occasion de retrouver le moral dès l'entame du match. À la 4e minute, l'attaquant, qui a profité de la blessure de Y. Fortuné pour réintégrer le onze de départ, a lobé le gardien nordiste, sorti de son but, mais, pour quelques petits centimètres, le ballon a fui le cadre et laissé le Gambien en proie à ses doutes. Et histoire de bien remuer le couteau dans la plaie, les visiteurs ont fait mouche quasiment sur leur première situation, lorsque, sur un service de Thiam, Fatou s'est élevé très haut pour reprendre de la tête et tromper Patron, avec l'aide du poteau (0-1, 9e).

Pas loin d'être mis la tête sous l'eau suite à une infiltration de ce même Fatou et une reprise de Hbouch, repoussée par le gardien quevillais (13e), les Léopards ont ensuite connu un gros temps fort entre la 20e et la 35e. Plus haut sur le terrain, plus agressifs à la récupération, ils ont permis à Dali-Amar et Njiké de tenter leur chance, mais c'était soit à côté (29e) soit sur la trajectoire de Pandor (30e, 33e).

Une fois cette période passée, les joueurs de Quevilly-Rouen Métropole ne sont plus parvenus à mettre en danger les Boulonnais. Ce n'est pas faute d'avoir essayé des choses en seconde période. David Carré a par exemple tenté l'option Adekalom au poste de piston droit, associé Dali-Amar à Tshipamba en attaque lors de l'entrée de Pirringuel (qui a évolué en soutien). Mais rien n'a bougé. Comme face à Villefranche quinze jours plus tôt, QRM est donc resté muet à domicile. Offensivement, le club normand semble plus à l'aise loin du stade où il reçoit (sans doute car on lui offre plus d'espaces) : il a marqué au cours de ses douze derniers matches à l'extérieur (toutes compétitions confondues). Sauf face au FCR... mais c'était à Diochon.

#### **AU PETIT-QUEVILLY, BOULOGNE-SUR-MER BAT QUEVILLY-ROUEN METROPOLE 1 à 0 (1-0)**

**Arbitre** : M. Llewellyn. **Spectateurs** : 1100 environ.

**But** : Fatou (9<sup>e</sup>)

**Avertissements à QRM** : Soilihi (23<sup>e</sup>), Dali-Amar (64<sup>e</sup>), Tré (90+3) ; **à Boulogne** : Vercruysse (42<sup>e</sup>), Baalla (44<sup>e</sup>), Epailly (64<sup>e</sup>).

**QRM** : Patron – Owusu (Tré, 88e), Soilihi (cap.), Dede-Lhomme – K. Sylva (Pirringuel, 70e), Njiké, Bouekou (Leborgne, 65e), N. Diallo – Dali-Amar – Tshipamba, Jarju (Adekalom, 65e).

**Entraîneur** : David Carré.

**BOULOGNE-SUR-MER** : Pandor – Gourville, E. Dabo (cap.), Zohore – D. Thiam, Bultel (H. Touré, 77e), Vercruysse, Baalla – Hbouch, Fatou (Kitenge, 59e), Epailly (Averlant, 77e).

**Entraîneur** : Fabien Dagneaux.

## La Gazette des communes

### Des pavés marquent la mémoire des victimes du nazisme dans leur ancien quartier

Publié le 24/01/2025 • Par [Géraldine Langlois](#) • dans : [Actualité Culture](#), [France](#), [Innovations et Territoires](#)



Les pavés (10 cm de côté, avec partie supérieure en laiton) à la mémoire de Roger Gaucher et son fils Jacques Gaucher, résistants, déportés et assassinés par les nazis, avant leur pose devant leur domicile de Fontenay-sous-Bois. Corentin Lesueur/Le Parisien/MaxPPP  
Les pavés rendent hommage aux victimes de la barbarie nazie, qu'elles soient juives, communistes, tziganes, homosexuelles, handicapées ou résistantes. Cette démarche mémorielle s'adresse à tous : les passants, les voisins ou les visiteurs, de tout âge et toute condition, ainsi que les familles. Chaque pavé évoquant une victime est scellé devant son dernier domicile connu. Les communes sont parties prenantes de ces projets.

#### Chiffres-clés

- **550 pavés de la mémoire se trouvent en France, en 2024.** L'association Stolpersteine France a accompagné la pose de 300 sur le territoire. La Fondation Spuren-Gunter-Demnig, pour sa part, valide ce qui sera inscrit sur la pierre mémorielle et précise l'endroit où elle sera scellée.

Sous la pluie de septembre, une trentaine de personnes se pressent pour assister à la pose du 19<sup>e</sup> pavé de la mémoire lillois, rue de Valmy, celui de Beila Komar. Arrêtée le 11 septembre 1942 lors d'une grande rafle, cette femme d'origine polonaise a été déportée à Auschwitz et assassinée. Des informations gravées derrière les mots « Ici habitait... » sur le laiton coulé sur la face supérieure d'un petit pavé de béton, encastré dans le trottoir lors d'une cérémonie émouvante. « Sur 10 centimètres carrés, vous avez la vie de quelqu'un », a souligné Dominique Leser, président de l'association d'histoire locale, Lille-Fives 1942.

#### Identifier, localiser

Les trois pavés scellés le 30 septembre à Lille (238 700 hab.) sont les plus récents des quelque 550 posés en France depuis 2013, sur le modèle des « Stolpersteine » (ou « pierres sur lesquelles on trébuche »), conçus par l'artiste allemand Gunter Demnig dans les années 1990. Aujourd'hui, environ 100 000 de ces pierres ont été posées dans 29 pays. Le nombre de pavés mémoriels en France a « explosé » depuis 2019, dans la foulée des démarches de grandes villes comme Bordeaux ou Rouen, souligne Christophe Woehrle, président de l'association Stolpersteine France. Les communes se sont engagées aussi dans cette voie afin de commémorer « autrement » les victimes du nazisme dans le cadre du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la dernière guerre mondiale.

A Verdun (16 600 hab., Meuse), la pose de 18 pavés devant quatre domiciles en avril 2024, la veille de la cérémonie du souvenir de la déportation, s'inscrit dans cette démarche. La ville a d'abord recueilli l'accord des représentants de la communauté juive locale, puis mandaté un historien chercheur honoraire de l'université de Lorraine, Jean-Pierre Harbulot, pour identifier les victimes juives du nazisme, dans un premier temps, et localiser leur domicile, explique Sonia Rousseau, cheffe du protocole de la commune.

La démarche émane également de la ville à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne, plus de 100 pavés), où le Mémorial de la liberté rend déjà hommage à plus de 80 déportés, mais où, depuis son installation en 1981, les noms d'autres victimes avaient été révélés.

« Nous cherchions un moyen de leur rendre hommage, témoigne Loïc Damiani, adjoint au maire et historien. Dans cette ville, le travail de recherches a été mené par le service des archives de la ville avec la Fondation pour la mémoire de la déportation, pour retrouver les personnes, vérifier leurs noms, éviter les doublons et retracer leurs parcours. Certaines n'ont laissé que très peu de traces... Et puis, en quatre-vingts ans, des rues ont changé de nom ou l'urbanisme a été modifié. »

A Lille, l'association Lille-Fives 1942, qui avait le projet de poser des pierres de la mémoire (21 à ce jour), a sollicité la ville dans le but de mener ce projet. « Elle a identifié les personnes victimes et leurs adresses », souligne Audrey Linkenheld, sénatrice du Nord et conseillère municipale.

### **Intervention d'élèves**

L'association Stolpersteine France aide aussi des communes dans ces démarches de recherche, indique Christophe Woehrle, moyennant 60 euros par pavé. Elle a ainsi accompagné l'installation de 300 pierres sur les 550 posées en France. « Nous insistons sur la dimension pédagogique de la démarche, poursuit le président. Nous fournissons des dossiers pédagogiques et pouvons réaliser des animations avec les enseignants », afin de préparer l'intervention d'élèves lors des cérémonies. A Lille, rue de Valmy, des lycéens ont raconté la vie de Beila Komar, qui s'est sacrifiée pour sauver son mari et son fils.

« Le modèle de Stolpersteine est breveté par Gunter Demnig, qui reverse les droits perçus à la Fondation Spuren, précise Christophe Woehrle, et toutes les demandes de fabrication de pavés passent par elle, directement ou via Stolpersteine France. C'est aussi la fondation qui valide le texte qui sera inscrit sur le pavé et précise l'endroit de la pose. » Les demandes

peuvent émaner de particuliers, mais l'intervention sur l'espace public doit être autorisée par la collectivité responsable.

Chaque pavé coûte 132 euros HT. « Un investissement faible au regard des enjeux de mémoire et d'histoire », considère Loïc Damiani. « Les délais de fabrication sont longs car il y a énormément de demandes de toute l'Europe », remarque Sonia Rousseau. Et si l'on veut que ce soit Gunter Demnig qui pose le pavé, il faut attendre encore plus longtemps...

En amont des cérémonies, l'emplacement du pavé est préparé par les services techniques de la ville ou le prestataire de la commune chargé de la voirie. Le service du protocole (ou une association, comme à Lille) organise les cérémonies de manière solennelle, avec des élus, des habitants, des élèves, des représentants d'associations ou d'organisations religieuses...

A Lille, fin septembre, le fils de Beila Komar, Georges, 94 ans, était présent avec ses enfants pour assister à la pose du pavé en hommage à sa mère. « Elle est partie et n'est jamais rentrée à la maison, a-t-il déclaré. Elle n'a pas de sépulture. Son souvenir repose ici, grâce à ce pavé. »

Focus

### **Des pierres qui mettent les gens en face d'une réalité qui serait, sans elles, invisible**

**[Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) 51 800 hab.]** « Je suis élu, mais également historien, et j'ai découvert les Stolpersteine un jour à Berlin, raconte Loïc Damiani, adjoint au maire de Fontenay-sous-Bois. Comme nous cherchions un moyen de rendre hommage aux déportés de la ville, j'ai pensé que cela pouvait être une bonne idée. » Alors que les victimes du nazisme n'ont parfois laissé aucune trace, ces pavés « replacent ces personnes au cœur de la ville d'aujourd'hui », estime-t-il, et leur « redonnent une identité » contre la tentative nazie de la faire disparaître. Placés sur le trottoir, les Stolpersteine « évoquent des gens qui habitaient dans un immeuble, une maison, poursuit-il. Ce ne sont pas simplement des noms sur une plaque. On peut les imaginer dans la réalité de leur vie quotidienne, ordinaire. Ils avaient des enfants, un ou une fiancée, des voisins, ils faisaient leurs courses dans leurs quartiers... » Avant la cérémonie, la ville informe les habitants des maisons et des immeubles concernés et évoque les personnes auxquelles il sera rendu hommage. « On a - systématiquement des réactions positives », souligne Loïc Damiani. Selon lui, « les pierres sont des fenêtres ouvertes sur le passé. Elles mettent les gens en face d'une réalité qui serait, sans elles, invisible et donc, n'existerait, pour ainsi dire, pas ». Un enjeu important pour celui qui est lui-même fils de résistant déporté.

**Contact : Loïc Damiani**, adjoint au maire, [loic.damiani@fontenay-sous-bois.fr](mailto:loic.damiani@fontenay-sous-bois.fr)

## Paris-Normandie

### Électricité, autoroutes, tabac, livret A, chaînes TV... Tout ce qui va changer au 1er février 2025

Annoncée à maintes reprises par le gouvernement, la baisse du coût de l'électricité sera effective le samedi 1<sup>er</sup> février 2025. Mais attention d'autres hausses vous attendent. On en fait le tour.

*Par Christophe Frébou*

Publié: 31 Janvier 2025 à 10h06

Samedi 1<sup>er</sup> février 2025 commencera le mois le plus court de l'année. Mais pas le plus avare en changements en matière de hausse et de baisses de prix.

#### Baisse du taux de Livret A

Mais avant cela commençons par l'épargne. Car plusieurs livrets voient leur taux de rémunération diminuer. Celui du [livret A](#) passe ainsi de 3 % à 2,4 %, tout comme le livret de développement durable et solidaire (LDDS). La chute est à peine moins sensible pour le LEP (Livret d'épargne populaire). Il passe, lui, de 4 à 3,5 %.

#### L'électricité moins chère, le gaz plus

Moins d'épargne donc pour, heureusement, des [factures d'électricité moins lourdes](#). Tout du moins pour les 24,4 millions de ménages qui pourront bénéficier d'une baisse des prix de 15 % (et non pas 14 % comme pressentie) appliquée au 1<sup>er</sup> février 2025. Soit, en moyenne, 651 euros par an pour une famille de quatre personnes habitant dans une maison. Une baisse appliquée après deux années de fortes hausses sur fond de crise énergétique.

Côté baisses, il faudra se contenter de celle du prix de l'électricité car pour le reste les hausses se poursuivent. À commencer par celle du gaz. Le prix moyen du kWh pour l'eau chaude et la cuisson augmente de 0,87 %. Celui du chauffage de 1,07 %.

#### Le tabac continue de flamber

Vous fumez ? Mauvaise idée. Le prix du tabac continue et va continuer d'augmenter. C'est au tour du paquet de Gauloises blondes de passer de 12,30€ à 12,50€. Tous devront coûter, a minima, 13€ en 2027.

#### Péages : la hausse la plus forte en Normandie malgré le flux libre

Vous êtes un incondicional de l'autoroute ou vous n'avez tout simplement pas à choisir. Pas de chance. C'est en Normandie que la hausse des prix des péages sera la plus sensible. Sur le réseau SAPN, les prix grimperont de 1,14 % dès le samedi 1<sup>er</sup> février 2025. Et ce malgré le [passage au flux libre](#). « Ces hausses tarifaires sont les plus faibles depuis 2021 avec une

*augmentation moyenne de moins de 1 % sur l'ensemble du réseau* » tente de convaincre la direction du groupe Sanef (auquel appartient la Société des autoroutes Paris Normandie).

**C8 et NRJ 12 exclus de la TNT**

Ce ne sera effectif qu'à la fin du mois de février. L'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) exclut les chaînes C8 et NRJ de la TNT.

## Le Monde

### Rénovation urbaine : l'ex-ministre Patrice Vergriete nommé à la tête de l'ANRU dans un contexte incertain

L'agence a annoncé l'arrivée de l'ancien ministre du logement puis des transports vendredi. Le poste de président était vacant depuis janvier 2024.

Par [Louise Couvelaire](#)

Publié le 31 janvier 2025 à 16h09, modifié le 31 janvier 2025 à 17h05



Patrice Vergriete, à Paris, le 16 juillet 2024. LUDOVIC MARIN/AFP

Cela faisait un an que l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) attendait la nomination d'un nouveau président. Depuis le départ, en janvier 2024, de Catherine Vautrin, alors nommée ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le poste était resté vacant. Vendredi 31 janvier, l'agence créée en 2003 par Jean-Louis Borloo, ancien ministre de la ville de Jacques Chirac (de 2002 à 2004), et destinée à redessiner les quartiers populaires, a publié un communiqué annonçant l'arrivée à sa tête de Patrice Vergriete, 56 ans nommé par un décret du président de la République daté du 29 janvier.

Cette nouvelle intervient dans un contexte particulièrement tendu et incertain. La première version du projet de loi de finances pour 2025 n'avait accordé aucun crédit à l'ANRU, suscitant une forte inquiétude parmi les professionnels du secteur et les élus. Dans la dernière version du projet de budget, une enveloppe de 50 millions d'euros lui est attribuée, un montant jugé malgré tout « *dérisoire* » par nombre d'acteurs locaux.

Par ailleurs, cela fait plusieurs mois qu'est attendue la publication d'un rapport sur l'avenir du renouvellement urbain, rédigé par Jean-Martin Delorme, président de la section habitat au Conseil général de l'environnement et du développement durable, Anne-Claire Mialot, directrice générale de l'ANRU, et Cédric Van Styvendael, maire (Parti socialiste) de Villeurbanne (Métropole de Lyon). Et donc de l'ANRU, « *un outil essentiel pour les villes de banlieue* », martèle Gilles Leproust, président de l'Association des maires ville & banlieue de France et maire communiste d'Allonnes (Sarthe).

#### « Concourir à la fabrication de la ville de demain »

Polytechnicien, ingénieur général des Ponts et docteur en aménagement, Patrice Vergriete fut un éphémère ministre délégué chargé du logement dans le gouvernement d'Elisabeth Borne, avant d'être chargé des transports par Gabriel Attal (le tout entre juillet 2023 et

septembre 2024), avant de retrouver son fauteuil de maire (divers gauche) de Dunkerque (Nord), une ville dans laquelle il a, notamment, instauré la gratuité des transports publics.

Egalement président de la communauté urbaine de Dunkerque, « *Patrice Vergriete est un grand connaisseur des enjeux du logement, de l'urbanisme, de la politique de la ville et des politiques de renouvellement urbain* », décrit l'ANRU dans un communiqué, le dépeignant comme un élu local « *très engagé* » sur ces thématiques, « *connu et reconnu par les acteurs du logement et du renouvellement urbain* ».

*« L'ANRU transforme le quotidien de millions de Français depuis plus de vingt ans. Logement, espaces publics, commerces, services publics de proximité, la rénovation urbaine est le lieu vivant de notre modèle de développement urbain, qui allie qualité de vie et cohésion sociale. Je suis donc fier de concourir à la fabrication de la ville de demain, une ville adaptée à toutes les transitions qui ne laisse aucun habitant, aucun quartier en marge de la société »*, a déclaré l'ancien ministre, mentionné dans le communiqué.

Dans une lettre publiée également vendredi, Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat, qui représente 559 opérateurs HLM, « *félicite Patrice Vergriete, dont la connaissance à la fois des enjeux urbains, de la vie des habitants dans les quartiers et des rouages de l'Etat sera déterminante pour mobiliser les territoires et garantir que l'Etat contribue, à la hauteur des engagements qu'il a pris, à la politique de rénovation urbaine. Les équipes de l'ANRU ont fait un travail formidable pour soutenir les projets. La nomination d'un président va enfin les conforter.* »

Patrice Vergriete présidera son premier conseil d'administration le 20 mars, un rendez-vous auquel la [ministre chargée du logement, Valérie Létard](#), participera.

## Le Monde

### La crise du logement frappe très durement les étudiants, les familles monoparentales et les bas salaires

Offre insuffisante dans le social et le locatif, augmentation des loyers et des taux d'intérêt freinant l'accès à la propriété... La situation de pénurie conduit à des situations personnelles extrêmes des publics qui jusque-là, malgré les difficultés, parvenaient à se loger.

Par [Véronique Chocron](#)

Publié aujourd'hui à 06h00



SEVERIN MILLET

L'agence immobilière a été prévenue par un habitant de l'immeuble, lors de la rentrée universitaire de septembre 2024. Un étudiant vivait dans un box du parking de la résidence, qu'il avait loué, faute d'avoir pu trouver un logement à Bordeaux. « *Le propriétaire pensait louer à quelqu'un qui avait une voiture à stationner*, raconte Thierry Smadja, directeur général délégué d'Evoriel, à la tête des réseaux d'agences Lamy et Oralia. *Nous étions l'intermédiaire pour cette location. En en discutant dans le groupe, plusieurs agents immobiliers se sont mis à avoir des doutes parce qu'ils avaient loué des boxes à des jeunes, en plein coup de feu de la rentrée.* » Depuis, consigne a été donnée aux agences de s'assurer que les étudiants ont bien une voiture et une carte grise avant de leur louer un box.

La crise du logement conduit à des situations extrêmes et touche de plein fouet des publics qui, malgré des difficultés, parvenaient jusqu'alors à se loger. Au point qu'une large majorité de Français (58 %) dénonce désormais des difficultés d'accès au logement (achat, location, logements sociaux) : le sujet est cité en tête devant l'accès aux soins, à l'emploi, à la justice ou aux transports publics, selon un sondage réalisé en septembre 2024 par Ipsos pour le Conseil économique social et environnemental. Cette aggravation de la pénurie a commencé par la hausse brutale des taux d'intérêt, en 2022. La désolvabilisation des acheteurs a enrayé la machine de l'accession à la propriété et a bloqué la construction et le marché du neuf. Les ménages qui souhaitaient acheter leur premier logement sont restés locataires de leur appartement et ne l'ont donc pas libéré.

*« La crise du logement ne fait qu'empirer. Il n'y a pas d'offres. Depuis deux mois, je n'ai jamais plus de deux logements à proposer en location, là où j'en avais toujours eu au minimum une dizaine »,* témoigne Paul Pereira, directeur de deux agences Century 21, à Drancy et au Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis. Sur son secteur, les loyers ont augmenté de 7 % en un an, *« parce que les propriétaires bailleurs savent qu'ils réussiront à louer ».*

Dans le réseau Guy Hoquet, le loyer au mètre carré a augmenté *« dans toutes les régions sans exception »* en 2024, et notamment de 7,7 % à Paris. Toutes les grandes villes sont affectées : sur le portail immobilier Bien'ici, le loyer médian pour un trois-pièces a bondi de 17,5 % à Bordeaux, de 12 % à Nice, de 10,5 % à Lyon et de 8 % à Marseille, sur les douze derniers mois.

### **Les étudiants postulent pour des HLM**

Les étudiants en sont les premières victimes. *« Le logement est un poste de dépense si important qu'il conditionne leurs choix. Les jeunes vont plutôt choisir un lieu d'études près de chez leurs parents ou dans une ville où les prix de l'immobilier sont très peu élevés, plutôt que d'opter pour une meilleure formation, où ils seraient éventuellement sélectionnés, mais qui impliquerait des coûts très importants de logement »,* souligne l'économiste Xavier Timbeau, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Une enquête menée en 2023 auprès d'étudiants déboutés de leur demande de logement au Crous de Lyon révèle que 20 % d'entre eux ont renoncé à poursuivre leur cursus à Lyon, et 4 % ont tout bonnement mis fin à leurs études. Dans cette métropole particulièrement attractive, le choix de logement *« se fait, dans la plupart des cas, sous contrainte »* et *« devient presque un non-choix », « une charge mentale importante »,* note l'observatoire territorial du logement étudiant, dans une étude publiée en juillet 2024. Non seulement 13 % de ceux qui ont décroché un appartement s'en disent insatisfaits, pour des raisons de salubrité ou de taille de l'espace, mais 7 % des répondants ont fait chou blanc ou n'ont trouvé qu'une solution très provisoire.

La situation devient d'autant plus critique que la crise du logement se mêle à la très forte progression du nombre d'étudiants, passés de 2,7 millions en 2019 à près de 3 millions à la rentrée 2024. Si leur émancipation arrive particulièrement tard en Ile-de-France, où 47 % des étudiants habitent encore chez leurs parents (contre 27 % dans les autres régions), des villes de moindre envergure deviennent aussi de moins en moins abordables. *« Il n'y a plus assez de logements [étudiants] pour tout le monde »,* notait en novembre 2023 l'Observatoire de l'habitat de Caen, en soulignant une hausse de 15 % du loyer médian pour un T1 en cinq ans, *« ce qui conduit à un renforcement des inégalités d'accès au logement ».*

Symptôme manifeste de ce logement devenu inabordable, les étudiants sont venus en nombre rejoindre la longue file des ménages en attente d'une HLM. En deux ans, de 2022 à 2024, leur nombre a bondi de 23 % (+ 19 000 demandes).

Sur *« l'accès au logement des jeunes, nous n'avons pas assez avancé, notre réponse a été trop timide »,* a bien voulu reconnaître Emmanuel Macron en juin 2024 à la veille des législatives provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale. En écho, le premier ministre, François Bayrou, a annoncé, dans sa déclaration de politique générale, en janvier,

la création annuelle de 15 000 logements étudiants pendant trois ans. Des engagements déjà pris par le passé, qui n'ont jusqu'à présent pas été tenus.

### « La crise enferme »

Les familles monoparentales sont l'autre catégorie de ménages profondément fragilisée par la pénurie des biens à louer et la flambée des loyers. Elles sont quelque 125 000 de plus à avoir fait une demande de logement social entre 2021 et 2024 (+ 22 %). Une demande de HLM sur quatre provient désormais d'un foyer avec un seul parent. *« Il y a encore un an, ces familles parvenaient à se loger en Ile-de-France dans le parc privé. Aujourd'hui, avec un seul revenu, ce n'est plus possible, témoigne Paul Pereira, depuis la Seine-Saint-Denis. Quand le loyer d'un appartement augmente de 50 euros, on peut se dire que ce n'est pas grand-chose, mais avec la règle qui nécessite de gagner trois fois le montant du loyer, cela veut dire qu'il faut présenter un salaire plus élevé de 150 euros. Soit une hausse de revenu de 8 % quand on est un peu au-dessus du smic. Personne dans cette situation n'est augmenté de 8 % ! »*

Dans un marché gelé, le logement ne permet plus la fluidité nécessaire pour s'adapter à de nouvelles conditions de vie. *« La crise enferme, résume Pierre Madec, économiste, coauteur du livre *Les Crises du logement* (PUF, 2018). Qu'il s'agisse des jeunes chez leurs parents, des couples séparés contraints de continuer à vivre sous le même toit ou des ménages propriétaires qui ne peuvent pas quitter leur maison pour saisir une opportunité d'aller travailler dans une métropole, en raison des fortes divergences de prix de l'immobilier. »*

Nicolas Martinot, patron de dix-huit agences dans plusieurs départements, entre Melun, Reims, Nancy et Dijon, dresse le même constat : *« Il est beaucoup plus compliqué de trouver un logement dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants que dans les petites villes. Bien plus que par le passé, dit-il. Les temps de trajet s'allongent, les candidats à la location n'hésitent pas à prendre un appartement à quarante minutes de leur travail ou de leur université. Leur critère, c'est le budget. Le reste – la localisation, la surface ou l'état du bien – passe après. »* Les prix de l'immobilier et les loyers élevés éjectent les Français les moins riches vers la périphérie des grandes villes ou vers les petites et moyennes villes, au prix d'opportunités de carrière sacrifiées et de difficultés de recrutement du côté des entreprises.

### Etre actif n'est plus une garantie

Une enquête d'opinion réalisée en avril 2024 par Ipsos pour la Société financière pour l'accession à la propriété (filiale de la Banque postale et de la SNCF) a révélé qu'un salarié sur trois aimerait déménager pour se rapprocher de son lieu de travail, mais parmi ceux qui nourrissent ce projet, seuls 28 % estiment qu'ils y parviendront, compte tenu de leurs moyens financiers. Dans ce même sondage, réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 salariés, un sur quatre affirme avoir retardé la décision d'avoir un enfant faute d'obtenir un logement adapté à ses besoins et ils sont même 39 % chez les jeunes de moins de 30 ans.

Dans les chiffres des demandes de HLM, les dossiers déposés par des couples sans enfant sont d'ailleurs eux aussi de plus en plus nombreux (+ 22 % en trois ans). *« Etre actif ne permet plus de trouver comme avant dans le parc privé, cela veut dire qu'une partie de la France qui travaille n'arrive plus à se loger »*, affirme Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat, la fédération des bailleurs sociaux. Comme le soulignait au printemps la Fondation Abbé Pierre, 1,3 million de personnes en emploi résident chez leurs parents.

*« Il y a des histoires humaines derrière les difficultés à se loger, qui peuvent avoir des conséquences en termes de productivité, d'efficacité de la société mais aussi de mal-être, prévient Xavier Timbeau. Et cette crise se double d'inégalités criantes et massives entre ceux qui peuvent acheter et ceux qui ne le peuvent pas. »*

## Le Monde

### Pass culture : sidération dans les établissements scolaires après l'annonce d'un coup de rabot sur la part collective du dispositif

Les établissements qui n'ont pas déjà réservé et payé les prestations culturelles n'ont plus que 10 millions d'euros à se partager jusqu'au mois de juin. Les premiers arrivés seront les premiers servis, a prévenu l'éducation nationale, jeudi et vendredi, créant un mouvement de panique dans les collèges et les lycées.

Par [Violaine Morin](#)

Publié le 31 janvier 2025 à 18h48, modifié le 31 janvier 2025 à 19h24

Les coupes budgétaires n'en finissent plus de prendre de court l'éducation nationale. Cette fois-ci, c'est au tour de la part collective du Pass culture, allouée aux établissements pour financer des projets culturels, d'avoir droit à son coup de rabot. Les chefs d'établissement du second degré, qui bénéficient de cette subvention pour leurs élèves de la 6<sup>e</sup> à la terminale, ont reçu, entre le jeudi 30 et le vendredi 31 janvier, des e-mails émanant des directions d'académie leur demandant urgemment de valider les sorties culturelles (cinéma, théâtre, musées...) et les interventions d'artistes prévues sur la plateforme dédiée, et les informant que les futurs projets seraient compromis, faute de financements.

Le Pass culture existe depuis 2021 et finance de nombreux projets artistiques et culturels. Plutôt « *conséquente* », selon les chefs d'établissement à qui nous avons posé la question (autour de 20 à 25 euros par élève et par année scolaire), la part collective du Pass culture était dotée de 97 millions d'euros en 2024. Une autre partie du dispositif, dite « part individuelle », est versée à chaque élève et lui permet d'acheter, par exemple, des billets de spectacle ou des livres.

Or, dans le [projet de loi de finances 2025](#), le budget alloué à la part collective du Pass culture est de 72 millions d'euros, ont expliqué les directions d'académie dans leurs courriels. De manière à pouvoir reconduire le dispositif en septembre, il a été décidé de diviser l'année en deux enveloppes, l'une de 50 millions pour la période comprise entre janvier et juin, puis l'autre de 22 millions pour finir l'année civile.

#### « Plateforme submergée »

*« Au 29 janvier 2025, 40 millions d'euros sont d'ores et déjà engagés (activités consommées ou réservées) pour l'année civile 2025 au titre de l'année scolaire 2024-2025. Le plafond de 50 millions d'euros sera donc atteint très rapidement »,* prévient-on ensuite, les académies expliquant qu'« *une fois le plafond atteint, il ne sera plus possible pour les chefs d'établissement de valider (...) de nouvelles réservations pour l'année scolaire 2024-2025* ».

Cette dernière phrase a provoqué un véritable vent de panique dans les établissements. En effet, le Pass culture est à dépenser par le biais d'une interface, baptisée Adage, accessible aux artistes et aux salles d'un côté, et aux chefs d'établissement de l'autre, pour rétribuer

des intervenants ou acheter des billets. *« C'est comme une banque, dans laquelle chaque établissement a un compte, avec tant de milliers d'euros à dépenser, détaille Antoine Tresgots, proviseur de collège dans le Loiret et membre du syndicat de chefs d'établissement SNPDEN-UNSA. Une fois qu'on a monté notre projet, on associe le prestataire et on paie. »*

Les chefs d'établissement se sont précipités, jeudi et vendredi, pour valider les sorties et les prestations pré-réservées. Mais d'autres projets, s'ils arrivent après épuisement des fonds, ne verront pas le jour. Or, une partie des sorties et des projets se décident au fil de l'eau.

Emmanuel Constant, principal de collège à Vincennes (Val-de-Marne), s'est retrouvé à valider des réservations *« jusqu'à tard jeudi soir, sur une plateforme submergée »*. En catastrophe, il a pu valider une sortie au Mémorial de la Shoah, à Paris. *« En revanche, je vais devoir dire à mon enseignante de lettres qui avait pris attache avec une compagnie de théâtre que ça ne sert à rien d'aller plus loin »,* regrette-t-il.

### **Plusieurs précédents**

Derrière les projets qui ne verront pas le jour, enseignants et chefs d'établissement soulignent aussi une question de confiance avec le milieu artistique, où les prestataires connaissent eux-mêmes, parfois, une certaine fragilité financière. *« Les artistes savent bien que la rémunération, avec l'éducation nationale, c'est compliqué, rapporte Nassime Afzali, qui enseigne la physique-chimie dans un collège de Romainville (Seine-Saint-Denis), dont le projet sur le Jour de la Terre est compromis. Hier, les prestataires téléphonaient à notre référente culture, craignant de ne pas être payés pour du travail déjà réalisé. »*

Si le Pass culture a mis du temps à trouver son rythme de croisière, les établissements s'en sont progressivement saisis. De leur côté, les compagnies et les salles ont pris le réflexe de se faire référencer sur la plateforme, rapportent les chefs d'établissement. *« C'est un très beau dispositif, dont nous n'étions pas demandeurs au départ »,* rappelait le secrétaire général du SNPDEN-UNSA, Bruno Bobkiewicz, dans une conférence de presse, vendredi matin. *« Les établissements ne peuvent plus compenser cette perte tant nos budgets de fonctionnement sont à l'os, du fait de la situation budgétaire des collectivités territoriales »,* ajoutait-il.

Au-delà du coup de frein budgétaire lui-même, le SNPDEN-UNSA comme les syndicats enseignants dénoncent la méthode, qui met un coup d'arrêt à de nombreux projets au mitan de l'année scolaire. *« Nous ne travaillons pas au coup par coup. Nous menons des projets sur l'année et il faut attribuer des moyens sur l'année. C'est un minimum à respecter »,* a déclaré Bruno Bobkiewicz.

L'éducation nationale a connu, en effet, plusieurs précédents ces derniers temps. Fin avril 2024, le ministère avait envisagé de stopper la distribution d'heures supplémentaires, [avant de faire marche arrière devant la bronca des syndicats](#). Cet automne, des heures de « pacte enseignant », qui rémunèrent les professeurs participant à des missions complémentaires, ont été reprises, fragilisant certains dispositifs. *« On ne peut pas couper les vivres aux établissements du jour au lendemain, dénonçait vendredi Bruno Bobkiewicz. Cela met en difficulté tout le monde, et cela piétine le travail des équipes. »*